

Paiement TRIBUNE

Euro numérique de détail : le malentendu

Les banques centrales ont commis une triple erreur concernant l'euro numérique, notamment en l'opposant à la monnaie commerciale, ce qui a créé un malentendu, explique Hervé Sitruk, président fondateur du France Payments Forum.

Publié le 22 juillet 2025 à 19:00 - Maj 23 juillet 2025 à 11:23



Hervé Sitruk

Président-fondateur France Payments Forum

Abonnés Votre abonnement [Agefi](#) vous permet d'accéder à cet article.



- Image Gerd Altmann/Pixabay

Lors du Pay tech day organisé par France payment forum le 26 juin dernier, Denis Beau, Premier Sous-Gouverneur de la Banque de France, a déclaré : « *L'objectif du projet euro numérique, ... n'est pas de faire en sorte qu'il chasse la monnaie privée du monde retail.* » Et il ajoutait : « *Je sais très bien qu'il y a un malentendu sur le sujet.* »

S'il y a malentendu, nous nous devons de le clarifier. Et cela conduira nécessairement les uns et les autres à clarifier leurs positions. Jusqu'à présent, l'euro numérique est présenté par les Banques centrales de l'Eurosystème, et notamment par la BCE, comme la *killer application* des cryptoactifs et stablecoins libellés en dollars, perçus comme des menaces, et le garant de la souveraineté des paiements, car elles seules disposeraient « *de la puissance financière potentiellement illimitée* », pour faire face à ces menaces.

Une killer application ?

Cette réponse faisait écho à celles de plusieurs Directeurs généraux de banques européennes, qui admettent tous qu'il y a un réel enjeu de souveraineté, mais pour qui l'euro numérique (donc de détail) serait surtout la *killer application* des applications bancaires de paiement. Ils considèrent que les banques sont à même de fournir une solution européenne pour répondre à cet enjeu de souveraineté européenne des paiements. Et ils prennent pour exemple l'accord d'interopérabilité **entre Wero** et l'alliance EuroPA qui en constituent à leurs yeux une réponse privée.

Les banques centrales de l'Eurosystème ne semblent pas avoir convaincu les banques commerciales, ni d'ailleurs les consommateurs ou les commerçants, voire les offreurs de solutions privées, nonobstant les efforts faits par la BCE pour associer toutes les parties prenantes au projet. Elles ne semblent pas non plus avoir convaincu les colégislateurs européens qui sont pourtant très sensibles à la question de la Souveraineté. Et elles ne semblent pas avoir changé d'avis malgré les dernières décisions réglementaires américaines sur l'interdiction du Digital Dollar. Cette convergence des oppositions, même partielle, vient-elle d'un malentendu ?

Là où, à notre avis, il y a consensus, c'est sur la nécessité de garder à la fois une monnaie publique et une monnaie privée comme c'est le cas aujourd'hui. Là où il y a consensus, c'est sur la menace internationale. Là où il y a consensus, c'est qu'il faut une coopération renforcée entre

pouvoirs publics, et notamment banques centrales, et acteurs privés, notamment banques commerciales.

Des erreurs au malentendu

Là où il y a malentendu, c'est dans une triple erreur des banques centrales : En premier lieu, elle font une erreur de solution au problème, avec l'absence d'apport applicatif et technique significatif et justifiant l'investissement, au moment où la technologie est porteuse, notamment le refus de recours aux apports des registres distribués (DLT) tant pour bénéficier des smart contracts pour certains achats, y compris du quotidien, que pour leurs apports pour la lutte contre la fraude.

Ensuite, il y a erreur sur le momentum, car elles proposent cette solution en parallèle des innombrables projets réglementaires qui imposent une charge considérable de conformité aux acteurs du marché, et qui empêchent les banques commerciales de prendre davantage d'initiatives, ou du moins limitent leur capacité d'action.

Enfin, elles font une erreur de communication, en opposant l'euro numérique, bénéficiant du cours légal et de la gratuité, aux offres du marché.

Ces erreurs se sont révélées payantes, en faisant réagir les banques avec un premier accord transeuropéen, mais a contrario, elles sont apparues néfastes, car perçues comme mettant en opposition une solution banque centrale avec celles du marché, et en recherchant un passage en force, plutôt que le consensus. Et ainsi, en créant un malentendu.

Un scénario à étapes

Il faut donc revenir aux enjeux et bâtir un scénario consensuel, en s'inspirant de celui de Madrid de 1995 pour le passage à l'euro, avec deux phases bien distinctes. Premièrement, l'introduction d'un euro numérique de gros en registre distribué dont la BCE annonce que le volet à court terme (projet Pontes) sera lancé à la fin du 3^{ème} trimestre 2026. Deuxièmement l'introduction d'un euro numérique de détail, également

fondé sur un DLT, quand les réponses aux conditions techniques de sécurité, de résilience et de volumes auront répondu aux craintes des banquiers centraux et commerciaux. Et cela, il faut y travailler très activement dès à présent.

Ce scénario pourrait ouvrir la voie au consensus recherché à long terme. Il resterait à convaincre certaines banques centrales et commerciales de l'apport des DLT pour un second rail de paiement de détail, mais le marché va progressivement faire avancer les réflexions des uns et des autres, vu **la pression des stablecoins**.

Le volet financier, ne peut lui aussi être ignoré, sans rechercher des solutions. Puisque les banques (et certains Etats) craignent à la fois un coût important de l'euro numérique, et une remise en cause de la répartition entre monnaie centrale et monnaie commerciale. Il faut y apporter une réponse règlementaire, mais aussi économique, et veiller à assurer la neutralité financière de l'euro numérique. Peut-être faut-il songer à une compensation financière ? Voire à répartir une part du seignuriage de l'euro numérique entre Etats, banques centrales et banques commerciales, pour éviter ce biais financier ? Idée déjà évoqué pour le projet Monéo, il y a 25 ans, et que la Banque de France a exploré, puis abandonné.

Ainsi, les solutions européennes en cours de déploiement, comme Wero, vont chercher à créer un premier rempart au niveau paneuropéen, en complément de solutions nationales comme **le paiement par carte CB** en France. Si les questions soulevées ci-dessus sont réglées, l'euro numérique viendra au moment opportun apporter sa pierre à l'édifice, mais également à la rénovation de la monnaie centrale, et au développement d'un grand marché européen des paiements numériques, dans le respect du rôle de chacun. C'est cette synergie qu'il faut reconstruire qui constituerait un môle face aux solutions non européennes dans les paiements et un point d'appui technologique et financier pour un nouvel élan européen. Si bien sûr, le modèle américain ne rebat pas les cartes.

